

Publié dans *Septentrion* 2014/3.

Voir [www.onserfdeel.be](http://www.onserfdeel.be) ou [www.onserfdeel.nl](http://www.onserfdeel.nl).

### DES PARADOXES ET DES COMPLICATIONS : LA RECHERCHE D'UNE COALITION EN BELGIQUE

Le paysage électoral belge n'a pas fondamentalement changé au lendemain des élections législatives du 25 mai 2014. La famille libérale (*Open VLD* du côté flamand et MR du côté francophone) a légèrement renforcé sa position au Parlement, la famille démocrate-chrétienne (démocrates-chrétiens flamands du CD&V et humanistes francophones du cdH) s'est stabilisée et la famille socialiste (le PS et le parti flamand SP.A) s'est légèrement tassée<sup>1</sup>. Au total, la majorité sortante progresse légèrement sur les bancs de la Chambre et il pourrait sembler logique de la reconduire, d'autant plus que ces tendances se retrouvent dans l'ensemble des assemblées régionales et communautaires. Or, il n'en est rien et plusieurs éléments permettent de l'expliquer.

Il y a premièrement la victoire du parti nationaliste flamand N-VA qui renforce encore sa position de plus grande formation politique au nord du pays, raflant près d'un tiers des suffrages. Reconnaissance implicite de cette prédominance, au lendemain du scrutin, le roi Philippe a confié au président de la N-VA Bart De Wever une mission d'information. Après un premier round de consultations de l'ensemble des formations politiques, l'informateur a approfondi ses contacts avec la famille démocrate-chrétienne ainsi qu'avec les libéraux francophones afin de tenter de dégager une majorité fédérale de centre droit. Par la voix de son président Benoît Lutgen, le cdH a cependant rejeté en bloc les propositions de l'informateur et a pratiquement exclu une

participation de son parti à un gouvernement avec la NV-A.

Secondement, avant même le *niet* du cdH, ce parti et le PS ont annoncé leur intention commune de gouverner la Région wallonne, la Région bruxelloise et la Communauté française. Cette annonce, concrétisée le 20 juillet par la prestation de serment des ministres du gouvernement bruxellois (auquel participent également le parti francophone FDF et les partis flamands CD&V, *Open VLD* et *SP.A*) et le 22 juillet par une cérémonie identique fondant les gouvernements wallon et de la Communauté française, a été perçue par les observateurs de la vie politique comme un moyen pour les humanistes et socialistes francophones de peser sur la composition du gouvernement fédéral, en vertu du principe selon lequel, pour faciliter la coopération des différents exécutifs, il est souhaitable que les partis de la majorité fédérale soient également au pouvoir dans les entités fédérées. En Flandre, la CD&V et la NV-A ont aussitôt suivi l'exemple, lançant des négociations auxquelles s'est joint l'*Open VLD* la veille de la formation du gouvernement régional flamand, le 25 juillet.

Troisièmement, lors de la campagne électorale, la NV-A de Bart De Wever a axé son discours sur la politique économique, à propos de laquelle son parti a adopté une position très libérale, plutôt que de recourir aux thèmes de l'autonomie de la Flandre, voire de son indépendance - objectif figurant pourtant en tête des statuts de la N-VA. Ce faisant, il a clairement défini le PS comme l'obstacle principal à sa vision de l'avenir de la Flandre et comme son principal ennemi politique.

Au contraire, le PS a prédit un «bain de sang social» au cas où les nationalistes flamands se retrouveraient au pouvoir. Le paradoxe de ces campagnes est que ces deux partis ne se présentent pas dans les mêmes régions et ne courtisent donc pas le même corps électoral. Mais la conséquence de leurs positions respectives est qu'une collaboration de ces deux formations au niveau fédéral semble exclue.

Suite au rejet par le cdH du projet de politique gouvernementale porté par l'informateur Bart De

Wever, celui-ci a fait part de l'échec de sa mission au roi, qui a demandé au leader des libéraux francophones Charles Michel de prendre la relève. Trois semaines plus tard, le nouvel informateur parvenait à réunir son parti, le MR, et les partis flamands NV-A, CD&V et *Open VLD* pour ouvrir des négociations en vue de former une majorité fédérale de centre droit. Promu formateur par le souverain, Charles Michel a annoncé travailler à la constitution d'un cabinet «socioéconomique».

L'autre formateur désigné par le roi est le leader démocrate-chrétien flamand Kris Peeters. Il est le probable futur Premier ministre d'une coalition dite «suédoise» en référence aux couleurs des partis, identiques à celles du drapeau suédois, et au cartel de droite au pouvoir à Stockholm qui s'est attaqué avec succès aux défis socioéconomiques que le futur gouvernement belge doit également relever: déficit budgétaire, dette publique, pensions, écrémage des services publics,...

Si la majorité mise en place le 25 juillet au gouvernement flamand comprend les trois futurs partenaires de la majorité fédérale, le MR, exclu des gouvernements wallon, bruxellois et francophone, s'apprête à faire cavalier seul, dans un gouvernement où les francophones seront minoritaires. Avec 17 milliards d'euros d'économies à réaliser pour respecter les normes européennes, ses ministres auront fort à faire pour transformer l'exercice du pouvoir en succès.

(Rédigé le 1<sup>er</sup> septembre 2014)

#### GERALD DE HEMPTINNE

- 1 En fait, deux formations politiques ont perdu une grande partie de leur électorat, à savoir le *Vlaams Belang*, parti flamand d'extrême droite, et Écolo (écologistes francophones).